MICHEL WIEVIORKA

RAISON ET CONVICTION L'ENGAGEMENT

SERGE MOSCOVICI
NICOLE NOTAT
PIERRE PACHET
MICHELLE PERROT

textuel

09354 1926

80
30

RAISON ET CONVICTION : L'ENGAGEMENT

8
D1

1999 - 5961

© Les éditions Textuel, 1998
9, rue du Helder
75431 Paris Cedex 09

ISBN : 2-909317-52-8

Dépôt légal : avril 1998

MICHEL WIEVIORKA

avec la collaboration de
ALEXANDRA LAIGNEL-LAVASTINE

RAISON ET CONVICTION : L'ENGAGEMENT

SERGE MOSCOVICI
NICOLE NOTAT
PIERRE PACHET
MICHELLE PERROT

textuel

DL-14 04 1998 15657

Sommaire

Actualité et futur de l'engagement
par Michel Wieviorka 7

Michelle Perrot : De l'ère des interventions
à l'ère de l'engagement 51

Serge Moscovici : Passion révolutionnaire
et passion éthique 87

Pierre Pachet : Les comités de défense,
l'opinion et les médias 111

Nicole Notat : Visages et sens
de l'engagement syndical 139



Actualité et futur de l'engagement

Par Michel WIEVIORKA

Recul des projets collectifs et fin des grands récits, silence des intellectuels, mort du grand écrivain : le temps est apparemment plus aux images du déclin, voire de la décadence, qu'à celles de la confiance. Il est à première vue plus aux thèmes de la crise de la société et de l'épuisement de nos modes classiques de penser qu'à ceux de la mutation sociale et du renouveau des idées. Dans un tel contexte, l'idée de la fin des engagements trouve elle aussi un espace considérable : qui va se mobiliser, sinon de manière réactive ? qui va se projeter vers l'avenir, si la ligne de pente générale ne porte guère à l'espoir ou à l'utopie ?

En France comme ailleurs, il est vrai, les changements se sont déroulés à un rythme impressionnant depuis la fin des années 60, au point que le bilan est d'abord à formuler en termes de liquidation. Notre société a cessé d'être industrielle, c'est-à-dire structurée par l'opposition entre le mouvement ouvrier et les maîtres du travail. L'idée même de « société » est devenue problématique : là où nous parlions hier de rapports de production et de lutte de classes, il nous faut aujourd'hui nous préoccuper d'exclusion, de précarisation et de décomposition du lien social. La France n'a pas échappé à la logique économique du libéralisme, même si ses effets décapants et socialement brutaux y ont été perçus assez

tard et demeurent moins spectaculaires qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Amérique latine ou dans l'ex-Union soviétique. Elle voit s'affirmer un nationalisme xénophobe, raciste et antisémite, traduction politique d'un vaste ensemble de peurs et d'inquiétudes dont les plus décisives procèdent d'un sentiment de menace sur l'identité nationale. Elle découvre aussi la poussée de divers particularismes régionaux, religieux, ethniques, de genre ou autres, généralement appréhendés comme autant de défis supplémentaires lancés à son modèle national d'intégration républicaine.

Notre vie démocratique et intellectuelle se réveille par ailleurs orpheline du principe idéologique qui avait informé ses principaux débats pendant trois quarts de siècle, à une époque où le communisme apportait une alternative réelle en même temps qu'une façon, pour ceux qui le rejetaient, de se poser en s'y opposant. Les « nouveaux philosophes » des années 70 furent les fossoyeurs d'un marxisme-léninisme dont eux-mêmes avaient souvent assuré la promotion. Plus récemment, le thème du triomphe généralisé de la démocratie libérale a connu un grand succès avec la traduction de l'ouvrage de Francis Fukuyama[1] selon lequel l'écroulement de l'Union soviétique autoriserait, rien de moins, à proclamer la fin de l'histoire.

Il faut certes prendre au sérieux les formulations, même extrêmes, qui peuvent ainsi fonder l'idée d'une fin des engagements, ou du moins lui apporter un

1. Francis FUKUYAMA, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

climat favorable. Les hypothèses les plus sombres – perte de sens, généralisation de l'individualisme et du narcissisme – comme celles qui mettent l'accent sur les risques que fait peser le communautarisme, avec son cortège de violences inéluctables, ne sont pas totalement irréalistes. Elles peuvent même alimenter avec quelque pertinence les pires des scénarios, où le triomphe du marché, dans ce qu'il présente de plus destructeur, s'associerait à la généralisation du tribalisme le plus régressif. Plus encore convient-il de se montrer sensible aux versions moins abruptes de ces projections, celles qui insistent sur des images moins dramatiques pour parler plutôt de crise, de désaffection à l'égard du politique ou d'absence d'utopies.

Radicales ou nuancées, ces hypothèses ne correspondent pourtant pas à l'ensemble des tendances que l'on peut observer concrètement, et ne méritent en aucune façon de détenir un monopole. Si les lieux classiques de l'engagement semblent aujourd'hui en grande difficulté, à la base comme au sommet, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre politique, tout n'est pas décomposition et vide social dans les phénomènes qui traversent notre pays. Aussi n'y-a-t-il aucune raison de se montrer sourd et aveugle à ce qui naît, se cherche et s'ébauche en matière d'engagement. N'assiste-t-on pas à l'émergence d'acteurs qui, à l'encontre des représentations les plus négatives quant à la capacité de notre société à se projeter vers l'avenir,

suggèrent que peuvent s'y inventer de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles manières de vivre ensemble ?

Déclin de l'engagement de base ?

Dans la culture politique française, l'engagement dont on traite le plus volontiers et le plus spontanément, celui qui semble le mieux correspondre à la tradition nationale, est celui des intellectuels, d'autant plus valorisé, dans l'ensemble, qu'il relève de l'absolu. La figure classique de l'intellectuel en appelle à des changements radicaux. Il prétend liquider les coutumes, la tradition, les privilèges, en s'identifiant de façon plus ou moins épique ou héroïque à des images rationalistes et illuministes de la modernité, ou en se présentant comme l'expression de la conscience civique face à l'Église et, surtout, à l'État. D'autres figures de l'engagement en viendront, dès lors, à bénéficier d'un bien moindre prestige dans l'opinion.

D'une part, en effet, les efforts moins glorieux déployés par maints acteurs intellectuels et politiques pour moderniser la vie politique, économique et culturelle, inventer des médiations entre la société civile et l'État ou contribuer au développement des mouvements sociaux de manière humaniste n'ont jamais rencontré un écho et une reconnaissance égale à ceux dont l'engagement s'est explicitement

identifié aux grands principes, à l'absolu, à la pureté de la radicalité. D'autre part, l'engagement proprement social ou culturel – dans les syndicats, les associations, l'action des femmes –, pourtant considérable depuis fort longtemps, a toujours été sous-estimé, voire déprécié, en même temps qu'il était pensé par les avant-gardes intellectuelles les plus en vue ou par les acteurs politiques les plus « engagés » comme nécessairement subordonné à leurs pratiques et à leurs idéologies. Une exception notoire, pour l'action se réclamant du mouvement ouvrier, reste, à cet égard, celle qui est incarnée par la grande figure de Jean Jaurès. Aujourd'hui encore, les intellectuels et leurs engagements font sans relâche l'objet d'innombrables ouvrages plus ou moins hagiographiques (dictionnaires, biographies), tandis que l'histoire des femmes commence à peine à être reconnue, que le mouvement associatif est plutôt mal traité, et le mouvement syndical guère mieux. Comment ne pas évoquer ici, néanmoins, l'imposant *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, de Jean Maîtron, dont il faut signaler qu'il n'a pu voir le jour que grâce à l'opiniâtre et inlassable activité de son maître d'œuvre et de ses amis ?

À l'encontre, donc, d'une tradition bien française tendant à associer le thème de l'engagement à l'intervention des intellectuels et à l'action politique, nous partirons du bas, et non du haut : de la mobilisation de base, là où associations et syndicats

constituent le terreau de la vie collective, dans les quartiers, dans les entreprises, sur le terrain.
L'engagement associatif paraît en recul si l'on considère ses lieux les plus vivants des années 60 et 70. Les couches moyennes ont ainsi joué à l'époque un rôle déterminant dans des luttes liées à des revendications portant, par exemple, sur la mise en place d'équipements collectifs dans les quartiers populaires, en s'investissant ensuite dans leur fonctionnement et, au-delà, dans l'animation de ces quartiers. Elles semblent aujourd'hui bien peu présentes dans les mêmes espaces. Ici, les animateurs de la vie socioculturelle se sont professionnalisés et le bénévolat s'est tari ; là, personne n'est venu remplacer les piliers d'associations familiales, de consommateurs ou d'usagers, tout simplement partis à moins qu'ils n'aient été absorbés par le système politique local. Ce constat, en fait partiel, ne vaut que pour certaines modalités de l'engagement associatif, comme le montrent les actes d'un important colloque du CEVIPOF [2]. Il se précise, mais toujours avec certaines réserves, selon Jacques Ion[3] dont les analyses mettent en lumière l'affaissement des grandes fédérations d'associations, elles-mêmes inscrites dans des réseaux idéologico-politiques (en particulier socialistes, communistes et catholiques) ayant su tenir leur place dans le modèle français d'intégration.
Dans le domaine syndical, on observe une chute spectaculaire des adhérents. Une étude de

2. *L'Engagement politique : déclin ou mutation*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

3. Jacques Ion, *La Fin des militants*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997.

Dominique Labbé[4] indique que le nombre de syndiqués serait passé de près de 4 millions au début des années 70 à plus de 2 millions à peine vingt ans plus tard, ne représentant plus qu'environ 11 % de la population. Une étude du ministère des Finances suggère de son côté que le taux de syndicalisation serait de l'ordre de 7 % en 1996. Reste que, par le passé, les centrales syndicales ont toujours eu pour habitude de gonfler les chiffres de leurs effectifs. Aussi la chute pourrait-elle s'avérer moins spectaculaire que ne le donne à penser la comparaison de données, dont les plus anciennes proviennent des syndicats, et les plus récentes d'autres sources. La syndicalisation, en France, n'en demeure pas moins de bien faible niveau. On constate de plus la disparition des figures traditionnelles du leader charismatique ou du militant de base, capable de prendre en charge des demandes parfois très limitées tout en les inscrivant dans un combat très général. Par ailleurs, la capacité du mouvement ouvrier à conférer une portée universelle aux luttes ouvrières a fait long feu, et celles-ci ont du même coup cessé de s'identifier à un projet d'émancipation globale de l'humanité. Qui, de nos jours, oserait dire sérieusement du prolétariat qu'il constitue le sel de la terre et aurait vocation à piloter la vie collective ?

Il n'est pourtant pas possible de s'en tenir à un constat aussi sombre, comme si, pour reprendre une image proposée par Albert Hirschman[5], le balan-

4. Dominique Labbé, *Syndicats et syndiqués en France*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; voir également *Le Monde*, 6 février 1996.

5. Albert Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

cier rendant compte des oscillations générales de nos sociétés entre bonheur privé et action publique penchait résolument du côté du refus individualiste de s'engager.

Non seulement les chiffres d'ensemble relatifs aux associations indiquent qu'il n'y a pas une baisse de leurs effectifs, mais aussi ils suggèrent que la mobilisation est plus forte. Une étude de l'INSEE[6] constate en effet que l'on compte autant de personnes membres d'une association en 1996 qu'en 1983 (20 millions de personnes âgées de plus de 14 ans), tandis que les adhérents se contenteraient moins qu'auparavant de simplement payer leur cotisation. Ainsi, 49 % des membres d'associations de parents d'élèves participent à leurs activités, alors qu'ils n'étaient que 27 % à le faire quinze ans plus tôt. Dans le même sens, une étude du CSA portant sur les responsables des quelque 35 000 associations affiliées à la Ligue de l'enseignement[7] montre que leur militantisme repose sur une forte adhésion à des idées et à des valeurs, et que cette adhésion prévaut sur le souci même de participer aux activités (loisir, soutien scolaire) ou de les organiser concrètement.

L'image d'un affaiblissement de l'action associative procède d'observations qui sont valides pour certains terrains mais démenties par d'autres. Ainsi les couches moyennes n'ont-elles pas déserté la vie publique : elles s'investissent autrement et ailleurs que par le passé. On remarque qu'à leurs yeux l'éco-

6. Emmanuelle CRENNER, « Le milieu associatif de 1983 à 1996 », *INSEE Première*, repris dans *Partage*, septembre 1997, n° 116, p. 31-32.

7. Échantillon représentatif de 703 personnes, octobre 1997.